



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la jeunesse,
de l'éducation populaire
et de la vie associative**

Instruction relative à la délivrance par l'Etat du « label Information Jeunesse »

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

à

**Mesdames et messieurs les recteurs de région académique
Monsieur le Préfet de la Guyane
Monsieur le préfet de Saint-Pierre et Miquelon**

copie à

**Mesdames et messieurs les préfets de région
Mesdames et messieurs les préfets de département
Mesdames et messieurs les recteurs d'académie,
Mesdames et messieurs les directeurs académiques des services de l'éducation nationale,
Mesdames et messieurs les secrétaires généraux de région académique
et les secrétaires généraux d'académie
Mesdames et messieurs les délégués régionaux académiques à la jeunesse,
à l'engagement et aux sports
Monsieur le directeur général de la cohésion et des populations de Guyane
Mesdames et messieurs les conseillers du directeur académique des services de l'éducation
nationale, chefs du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports**

Référence	DJEPVA-SD1A n° 119		
Date de signature	18 mars 2022		
Émetteur	Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports		
Commande	L'instruction précise les conditions de délivrance du « Label Information Jeunesse » ainsi que le rôle attendu des services		
Actions(s) à réaliser	Labellisation Information Jeunesse des structures régionales et infrarégionales candidates		
Échéance(s)	Immédiate		
Contact utile	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative Sous-direction des politiques interministérielles de jeunesse et de vie associative (SD1) Bureau des politiques de jeunesse (SD1A) Personne chargée du dossier : djepva.sd1a@jeunesse-sports.gouv.fr roland.morin@jeunesse-sports.gouv.fr pierre.montaudon@jeunesse-sports.gouv.fr		
Nombre de pages et d'annexes	7 pages 2 annexes		
Visa SGMENJS	18 mars 2022	Visa Comex JES	Sans objet

Textes de référence :

- Article 54 de la Loi relative à l'égalité et à la citoyenneté n° 2017-86 du 27 janvier 2017

- Décret n° 2017-574 du 19 avril 2017 relatif à la labellisation des structures « Information Jeunesse », pris pour l'application de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté n°2017-86 du 27 janvier 2017

- Décret n° 2017-1648 du 30 novembre 2017 portant modification du décret n° 2017-574 du 19 avril 2017 relatif à la labellisation des structures « Information Jeunesse », pris pour l'application de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté n° 2017-86 du 27 janvier 2017

- Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives

- Arrêté du 19 avril 2017 pris en application du décret n° 2017-574 du 19 avril 2017 relatif à la labellisation des structures « Information Jeunesse » pris pour l'application de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté n°2017-86 du 27 janvier 2017

- Instruction DJEPVA/SD1A n° 2017–154 du 1^{er} décembre 2017 relative au label « Information Jeunesse »

- Décret n° 2021-1697 du 17 décembre 2021 portant délégation de compétences du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports à la région Bretagne

Rappel du contexte

Les politiques de jeunesse ont pour objectif d'accompagner les jeunes dans leur parcours vers l'autonomie et l'accès aux droits. A ce titre, la qualité de l'information qui leur est délivrée revêt une importance capitale.

L'information des jeunes, destinée prioritairement aux 13–29 ans, s'inscrit dans les attributions relevant du ministère en charge de la jeunesse. L'article 54 de la loi « Egalité et Citoyenneté » apporte une reconnaissance législative à l'Information Jeunesse.

Le travail de l'Information Jeunesse est dit « généraliste » et s'inscrit dans une démarche d'éducation à l'information. Il couvre tous les sujets qui intéressent les jeunes dans leur vie quotidienne : Construire son parcours - Travailler - Prendre soin de soi - Se distraire - Partir à l'étranger - Se loger - Se déplacer - S'engager - Entreprendre - Créer une activité - Accéder à ses droits et saisir les opportunités de son environnement - Apprendre à s'informer¹.

Pour mettre en œuvre cette mission, le ministère s'appuie sur le réseau Information Jeunesse, constitué de structures régionales (Centre Régional Information Jeunesse) et infra régionales (Structures Information Jeunesse), permettant une couverture complète du territoire métropolitain et ultra marin et animées par l'association Infos Jeunes France (IJF), au niveau national. Le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ), en sa qualité de producteur de ressources documentaires et d'expertise, élabore l'information de niveau national qui est diffusée dans le réseau.

Les CRIJ et les SIJ bénéficient d'un label délivré par l'Etat pour une durée de 6 ans. Le label IJ est une marque de qualité accordée par l'Etat à une structure d'information des jeunes au terme d'une évaluation globale et objective. L'exigence centrale qui guide cette évaluation est la capacité de la structure à se doter des moyens qui lui permettent de proposer à chaque usager, une réponse à la fois individualisée et adaptée au contexte local. Le label traduit l'ambition de l'État d'être au service des jeunes, partout sur le territoire, dans une dynamique collective d'amélioration continue entre les structures labellisées mais également avec les autres structures partenaires qui délivrent l'information spécialisée relatives au logement, à la santé, à la formation, à la mobilité, à l'emploi, etc.

La labellisation permet aux structures de :

- S'inscrire dans un réseau d'éducation populaire ayant pour visée l'éducation à l'information ;
- Bénéficier de l'animation nationale du réseau organisée par IJF et de l'animation régionale organisée par les CRIJ ;
- Accéder à une information régionale, nationale et européenne fiabilisée par les CRIJ et le CIDJ ;
- Utiliser les outils du réseau labellisés IJ ;
- Participer aux actions locales ou nationales du réseau IJ ;
- Faire entrer en formation initiale d'adaptation au métier de l'information jeunesse (« Formation Informateur Jeunesse »), leurs personnels, notamment pour ce qui concerne le respect des normes attestées par le label ;

¹ Soit l'ensemble des thématiques adoptées par Info Jeunes France.

- Bénéficier d'une programmation d'animation et de formation du réseau visant à la montée en compétences des conseillers IJ ;
- Réaliser des actions communes conjointes entre structures IJ ;
- Utiliser le logo « Label Information Jeunesse », déposé auprès de l'INPI, par l'Etat, sous la marque de garantie française n° 4692942 ;
- Bénéficier d'un soutien financier de l'Etat pour les Centres Régionaux Information Jeunesse (CRIJ).

Dans la lignée des travaux préparatoires menés avec le réseau IJ fin 2015 et avec IJF en 2016, une refonte du label Information Jeunesse a été initiée en 2017 afin de :

- Passer de critères quantitatifs centrés sur les structures à des critères qualitatifs centrés sur les usagers ;
- Rendre la labellisation attractive pour les collectivités, en raison des garanties de qualité du service rendu à l'utilisateur qu'elle procure et d'un ancrage renforcé de l'Information Jeunesse dans les stratégies des territoires, notamment le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO). Les administrations de l'Etat et les collectivités territoriales sont partenaires pour développer l'Information Jeunesse. Il est essentiel que les collectivités soient sensibilisées aux demandes des jeunes et associées aux démarches qui seront menées par les services de l'Etat pour déployer la labellisation des structures IJ sur les territoires ;
- Accompagner la transition numérique des structures Information Jeunesse ;
- Développer la participation des jeunes à la construction des politiques publiques qui les concernent conformément à l'article 54 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté.

Ces orientations ne modifient ni les principes déontologiques tels que mentionnés dans la charte IJ 2001 et la charte européenne de 2018, ni l'implication des structures IJ dans les politiques publiques territoriales d'insertion sociale et d'éducation des jeunes.

Après trois années de mise en œuvre de ce label renouvelé et un bilan réalisé par la DJEPVA à partir des retours d'expériences des services déconcentrés chargés de la jeunesse, il a semblé nécessaire d'ajuster les critères de définition du label information jeunesse et la procédure de labellisation en tant que telle afin de penser un label en parfaite adéquation avec les pratiques des structures IJ qui n'ont eu de cesse d'évoluer pour s'adapter aux attentes des jeunes et aux conditions particulières d'exercice que la crise sanitaire a fait naître et qui perdure aujourd'hui.

L'article 54 de la loi « Egalité et Citoyenneté » rappelle que l'État est seul habilité à délivrer le label « Information Jeunesse » aux structures d'information des jeunes qui le demandent. A ce titre, le décret n° 2017-574 du 19 avril 2017 et l'arrêté du 19 avril 2017 pris en application de ce décret, relatifs à la labellisation des structures « Information Jeunesse », définissent les conditions et modalités de labellisation des structures « Information Jeunesse ».

Depuis l'élargissement des compétences des autorités académiques aux domaines des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports opéré le 1^{er} janvier 2021, le « label information jeunesse » est accordé sur décision du recteur de région académique sauf en Guyane et à Saint-Pierre et Miquelon où il relève de la compétence du préfet.

La présente instruction et ses annexes ont pour objet de préciser les composantes et les étapes du processus de labellisation et de l'inscrire dans un processus de renouvellement en respect des modalités ci-dessous.

1/ Le label

Le label est délivré par l'Etat pour une durée de 6 ans, intégrant un bilan intermédiaire réalisé, sur pièces et autant que possible sur site, par les services instructeurs au bout de 3 ans.

Ce bilan à mi-parcours doit permettre de s'assurer que les actions menées par la structure labellisée sont conformes aux exigences du label, notamment pour ce qui concerne la pertinence de la réponse donnée aux besoins des jeunes usagers, les partenariats mobilisés, l'actualisation du diagnostic initial, la participation des jeunes. Il constitue un outil pour le service instructeur pour accompagner la structure dans la mise en place d'actions correctives, si nécessaire. En ce sens, il maintient un accompagnement des structures par les services de l'Etat pour répondre à l'exigence de qualité du service rendu.

Au bout de 6 ans, les services vérifient, sur pièces et autant que possible sur site, que l'organisation et les actions du CRIJ ou de la SIJ sont toujours en parfaite adéquation avec les critères du label. Si tel est le cas, les services confirment à la structure le renouvellement du label.

Dans le cas contraire, les services accompagnent la structure pour qu'elle se remette en conformité avec les clauses du label et, si elle n'est pas en capacité d'y répondre, engagent une procédure de retrait du label.

2/ Les structures éligibles

La demande de labellisation est une démarche volontaire. Elle peut concerner, soit une structure qui n'a pas été labellisée auparavant, soit l'une des structures appartenant déjà au réseau Information Jeunesse.

Il peut s'agir d'une structure ayant un rayonnement régional (telle que les Centres régionaux Information Jeunesse – CRIJ) ou d'une structure ayant un rayonnement infrarégional (SIJ). Une seule structure exerçant une activité à l'échelon régional peut être labellisée par région.

Les structures candidates à la labellisation peuvent présenter des formes juridiques différentes : associations, GIP, service d'une collectivité territoriale, etc.

Lorsqu'elles sont de forme associative, les structures éligibles doivent présenter un fonctionnement démocratique. Celui-ci est attesté par la réunion régulière, au moins une fois par an, de l'assemblée générale, l'effectivité de la participation et du droit de vote des membres à jour de leurs obligations ainsi que la communication à ceux-ci des documents nécessaires à leur information, selon les modalités fixées par ses statuts ou son règlement intérieur, l'élection de la moitié au moins des membres chargés de l'administration ou de la direction par l'assemblée générale et l'approbation par l'assemblée générale du renouvellement régulier des membres chargés de l'administration ou de la direction ainsi que du rapport annuel d'activités de l'association.

Enfin, les structures devront se conformer au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat.

3/ Les acteurs impliqués dans le processus de labellisation

3.1 - Le recteur de région académique (délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports)

Le recteur de région académique est garant du respect des valeurs du label. Il s'appuie sur la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) pour mettre en œuvre le label et organiser le processus de labellisation. A cet égard, il est notamment chargé d'établir le contenu du dossier régional de la labellisation en adaptant le contenu du dossier présenté en annexe.

Le recteur de région académique s'assure du maillage du territoire régional par les structures labellisées Information Jeunesse et assure la pertinence de ce maillage par rapport à la stratégie régionale qu'elle se doit de développer et de porter dans le cadre de toute instance de pilotage relative à l'information des jeunes ou aux politiques de jeunesse.

Le recteur de région académique recueille l'avis de la commission régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CRJSVA) ou de la formation spécialisée « Information Jeunesse ».

3.2 - Les services instructeurs départementaux (SDJES) et régionaux (DRAJES)

Les services départementaux à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SD JES) instruisent les demandes formulées par les structures qui exercent leur activité à l'échelon infrarégional.

La DRAJES instruit les demandes formulées par les structures qui exercent une activité à l'échelon régional.

3.2.1 - Vérification de la mise en conformité de la structure avec les exigences du cahier des charges

Les services instructeurs vérifient, sur pièces et le cas échéant sur site, l'exactitude des éléments présentés dans le dossier de candidature rempli par la structure. Au terme de l'étude, le service instructeur fait part de ses conclusions à la structure.

Pendant l'instruction de la demande, les services de l'État sont particulièrement attentifs au respect des éléments mentionnés dans les articles 2 à 8 inclus, de l'arrêté du 19 avril 2017 pris en application du décret n° 2017-574 du 19 avril 2017 relatif à la labellisation des structures « Information Jeunesse ».

Les services de l'Etat s'assurent tout particulièrement que les outils d'information proposés sont en phase avec la transition numérique et que les structures garantissent une présence en ligne adaptée aux temps de vie des jeunes. A cet égard, ils pourront accompagner les structures concernées par la mise en place d'une « Boussole des jeunes ».

Ils vérifient en outre la cohérence des actions mentionnées par la structure candidate, dans le projet de la structure et le document d'autoévaluation (cf. annexe), avec les actions menées par les autres structures Information Jeunesse du territoire. Ils s'assurent de l'existence effective de liens réguliers, au niveau local, entre la structure candidate et, d'une part, le CRIJ et, d'autre part, les autres services et organismes qui interviennent auprès des jeunes.

Conjointement avec le CRIJ, les services départementaux accompagnent les structures IJ dans leur démarche de labellisation.

3.2.2 - Rédaction du rapport à la CRJSVA ou à la formation spécialisée « Information jeunesse »

Les services instructeurs préparent le rapport qui sera présenté à la commission régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative ou à la formation spécialisée « Information Jeunesse ». Qu'il s'agisse d'une demande initiale ou de renouvellement de labellisation, ce rapport comportera une proposition d'avis, favorable ou défavorable.

Les rapports concernant les structures à rayonnement infrarégional devront faire état de l'avis du CRIJ concernant la demande.

3.2.4 - Information des acteurs institutionnels

Les services instructeurs veillent à ce que les structures candidates informent de leur démarche de labellisation les collectivités territoriales qui les soutiennent.

Ils tiennent en outre les collectivités territoriales qui les soutiennent, informées de la suite donnée aux demandes de labellisation présentées par les structures situées sur leur territoire.

Les services instructeurs informent les services de la ou des préfecture(s) concernée(s) des démarches engagées en matière de labellisation sur leur territoire.

3.3 – Les commissions consultatives saisies pour avis

La commission régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CRJSVA) est compétente pour formuler un avis sur le développement de l'Information Jeunesse.

Le recteur de région académique veillera à associer le Président du conseil régional et le Préfet de région, ou leurs représentants, à la CRJSVA lorsque celle-ci examine des demandes de labellisation de structures qui exercent une activité à échelle régionale.

La CRJSVA rend un avis (labellisation, renouvellement de la labellisation, refus de labellisation, retrait de la labellisation) en s'appuyant sur le rapport présenté par le service instructeur. Les avis défavorables sont dûment motivés.

La CRJSVA peut comporter une formation spécialisée « Information Jeunesse » appelée à formuler un avis sur les demandes de labellisation des structures. En cas de consultation de la formation spécialisée, son avis tient lieu d'avis de la CRJSVA.

Un procès-verbal retrace les décisions prises par la commission ou par la formation spécialisée « Information Jeunesse ». Il est transmis au recteur de région académique.

4/ Les modalités de dépôt des candidatures

Le dossier de candidature à une première labellisation ou à un renouvellement de labellisation figure en annexe 1 (A et B) de l'instruction. Il a été volontairement simplifié pour rendre plus lisibles les priorités nationales et rendre la labellisation plus attractive pour les structures candidates.

Il est vivement conseillé de mettre en place une procédure dématérialisée.

Les services régionaux et départementaux de l'Etat compétents dans le domaine de la jeunesse mettront en ligne le contenu attendu du dossier de labellisation ainsi qu'un document d'accompagnement expliquant les modalités de dépôt (adresse d'envoi, délais), le processus et le calendrier de labellisation, et donnant les contacts utiles aux candidats.

Pour garantir la continuité, la structure qui souhaite renouveler son label, adresse, six mois avant la date d'expiration du label, le dossier de renouvellement au service instructeur.

5/ Les décisions

La décision est notifiée au responsable légal de la structure, dans un délai de 2 mois après réception du dossier de demande, conformément aux dispositions de l'article L. 231-1 du code des relations entre le public et l'administration portant sur le silence vaut accord.

5.1 - Décisions positives : labellisation ou renouvellement de la labellisation

L'arrêté portant délivrance du label information jeunesse est pris par le recteur de région académique.

Le label est attribué ou renouvelé pour une durée de 6 ans, comportant un bilan intermédiaire afin de s'assurer que la structure évolue conformément aux exigences du label (cf. point 1).

La délivrance du label permet aux DRAJES de conventionner avec les structures de niveau régional pour un soutien financier.

5.2 - Décisions négatives : refus ou retrait de la labellisation

Le refus ou le retrait de labellisation peut être décidé par le recteur de région académique si la structure candidate ne répond pas ou répond partiellement aux conditions d'obtention ou de renouvellement du label.

5.2.1. Refus ou ajournement de labellisation

Le recteur de région académique peut refuser ou ajourner la demande de labellisation. Dans ce cas la décision est notifiée à la structure ayant fait la demande de labellisation et un accompagnement lui est proposé pour faciliter la mise en conformité en vue de l'obtention du label à une date ultérieure.

Dans tous les cas, le refus, ou l'ajournement, doit être dûment justifié au responsable légal de la structure.

5.2.2. Retrait de labellisation

Un retrait de labellisation ne peut être pris qu'à la suite d'un échange contradictoire entre le responsable légal de la structure labellisée et le service de l'Etat compétent en matière de jeunesse qui a instruit la demande initiale de labellisation et, après avis de la commission consultative compétente (CRJSVA ou de la formation spécialisée « Information Jeunesse »).

5.2.3 Suspension temporaire

Dans le cas où la structure ne serait pas en mesure d'assurer temporairement la mission pour laquelle elle est labellisée (temps de latence dans le remplacement d'un informateur IJ, par exemple), il conviendra qu'elle se rapproche du service instructeur. Celui-ci pourra proposer une suspension temporaire du label et accompagner la structure afin qu'elle puisse rapidement reprendre sa mission.

6/ Cas particuliers

6.1 Bretagne

Le décret n° 2021-1697 du 17 décembre 2021 porte délégation de compétences du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports à la région Bretagne, pendant une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} janvier 2022. La délégation de compétences de l'Etat à la région Bretagne porte sur le soutien au CRIJ et à l'ADIJ 22, ainsi que sur la labellisation des structures d'Information Jeunesse.

Dans le cadre de la délégation, le conseil régional s'engage à respecter la procédure de labellisation telle que prévue dans les textes réglementaires afin de préserver une unité d'action au sein du réseau Information Jeunesse et de garantir une qualité de service rendu aux usagers.

La région s'engage à labelliser les structures Information Jeunesse conformément à la procédure de labellisation précisée dans la présente instruction.

Ainsi, elle doit se substituer en tout point à la DRAJES et, si nécessaire, se doter des services instructeurs et des instances consultatives nécessaires au bon déroulement de la procédure de labellisation.

Dans la mesure où le label IJ reste un label d'Etat, il conviendra que la région associe et informe très régulièrement la DRAJES de la mise en œuvre de la procédure de labellisation.

6.2 Outre-mer

Le label est accordé dans les mêmes conditions par le préfet en Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon, après instruction du service de l'Etat compétent en matière de jeunesse.

Pour Mayotte, le label est accordé dans les mêmes conditions sur décision du représentant de l'Etat dans le département, après avis de la commission régionale ou du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative ou d'une formation spécialisée « Information Jeunesse » de l'une de ces commissions

7/ Rôle de la DJEPVA

La DJEPVA recueille chaque année la liste des structures labellisées afin de valoriser l'action du réseau IJ et des services déconcentrés auprès de ses partenaires nationaux.

8/ Mise en œuvre de l'instruction

La présente instruction abroge l'instruction DJEPVA/SD1A n° 2017-154 du 1er décembre 2017 relative au label "Information Jeunesse" et entre en vigueur le jour de sa publication.

Pour le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,

La directrice de la jeunesse, de l'éducation populaire
et de la vie associative

Emmanuelle PÉRÈS